

Arrêté n°2013-045/MME/SG/DGC du 26 février 2013. JO N°12 DU 21 MARS 2013

VU la Constitution ;

VU le Décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

VU le Décret n°2013-002/PRES/PM/ du 02 janvier 2013, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU le Décret n°2012-588/PRES/PM/SGG-CM du 12 juillet 2012, portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n°2012-280/PRES/PM/MCE du 03 avril 2012, portant organisation du Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie ;

VU la Loi n°031-2003/AN du 08 mai 2003, portant Code minier au Burkina Faso ;

VU le Décret n°2005-047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant gestion des autorisations et titres miniers

ARRETE

Article 1 : En application de l'article 7 du Code Minier, il peut être délivré une ou plusieurs autorisations d'exploitation de substance de carrière à tout requérant remplissant les conditions

Article 2 : Le nombre maximum d'autorisations d'exploitation de carrière demandé ou détenu par une personne physique ne peut excéder un (01) pour la même substance de carrière

Article 3 : Le nombre maximum d'autorisations d'exploitation de substance de carrière demandé ou détenu par une personne morale, ne peut excéder trois (03) pour la même substance de carrière

Article 4: l'Inspecteur général des services et le directeur général des carrières sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature.